**TR 46 Sylvie BRUNEL : famines et politique. Ouvrage de 2002**

Compte-rendu du livre de S.Brunel dans le Café géographique\* (décembre 2004)

Trois ans après *la Faim dans le Monde, comprendre pour agir* (PUF), l’ancienne présidente d’Action Contre la Faim (ACF) publie de nouveau un petit ouvrage (120 p) destiné à dénoncer autant qu’à expliquer une énigme fondamentale de l’époque actuelle : comment peut-il encore exister des famines alors que le monde a largement la capacité de nourrir le monde ?

Sylvie Brunel est à fois fondamentalement optimiste sur le potentiel alimentaire de la planète (qui devrait permettre de nourrir jusqu’aux 11 milliards d’humains prévus dans un siècle) et passablement pessimiste quant à la volonté des sociétés de lutter contre la malnutrition et la famine. Le premier chapitre définit et oppose rigoureusement ces deux derniers termes ; plus encore que les symptômes, ce sont les causes qui les séparent : "les famines sont aujourd’hui le produit de la géopolitique, la malnutrition celui du sous-développement" (et, est-il précisé plus loin, des inégalités d’accès à la nourriture dans les sociétés du "sud") ; p 53, un utile tableau regroupe les différences : malnutrition et famine ne concernent pas les même victimes, n’ont pas la même durée (chronique / aiguë) et ne relèvent pas des même solutions (des solutions techniques relativement simples pour la malnutrition, la mise en place de véritables police et justice internationales pour la famine).

Sylvie Brunel tente aussi de chiffrer l’ampleur de ces phénomènes ; les estimations des "Cassandre" sont ici souvent critiquées, notamment les chiffres avancés par les organisations onusiennes, peu épargnées par la dirigeante d’o.n.g (L’UNICEF avait notamment affirmé au début des années 80 que 15 millions d’enfants mouraient chaque année de la faim, soit plus que la totalité des décès d’enfants de moins de 5 ans !).

Le deuxième chapitre montre que les sociétés ont appris depuis longtemps à lutter contre les famines (la France dès Louis XIV) ; elles ont développé des outils d’information, de prévention efficace par le stockage et la redistribution ; cette efficacité croissante est un des marqueurs du processus de développement.

Mais alors même que les sociétés apprenaient à juguler les famines, s’affirmait l’idée qu’il existait des "starving sections" : des peuples ou des classes que leur comportement nataliste et leur imprévoyance exposait aux famines et qu’il était inutile de secourir puisque la mort par faim constituait un correctif naturel inévitable (voir nécessaire ?). Ainsi ont péri les Irlandais de 1846-47 et les Indiens de 1881.

Le troisième chapitre prend un tour encore plus historique : cette chronologie des famines du siècle passé oppose un premier XXème siècle où elle fait partie de la logique d’extermination des grands massacres et génocides, et un second XXème siècle où, sans disparaître (Cambodge), cette logique est dépassée par l’instrumentalisation de la famine par les pouvoirs et les groupes militaires (mais l’initiateur en avait toutefois été... Lénine !).

Ces famines sont exposées pour détourner l’aide humanitaire et renforcer le pouvoir sur un territoire ; la distribution de l’aide permet en effet bien des allégeances et des systèmes de contrôle. Après la chute du mur, ces famines se multiplient : elles furent plus nombreuses durant ces dix dernières années que lors du demi-siècle précédent.

Le quatrième chapitre illustre la conséquence géographique de ce basculement : la géographie de la famine ne correspond plus désormais à la géographie de la malnutrition. Les famines n’apparaissent plus dans les traditionnels "pays de la faim" (Asie du Sud, Sahel, Nordeste, Andes Amérique Centrale"), pourtant souvent confrontés à une malnutrition chronique massive ; mais ces pays possèdent des moyens de prévention désormais efficaces contre la crise aiguë.

Les nouvelles famines frappent même parfois des pays au potentiel agricole important : ainsi la région dite du "Pool" près de Brazzaville, le grenier du pays. Si cela est possible, c’est que les chefs de guerre bénéficient de l’intérêt bien compris de certaines compagnies (pétrolières) et que les grands organismes internationaux, comme certaines ONG, rentrent dans ces jeux du financement de la guerre civile par l’aide humanitaire.

D’où l’appel lancé en conclusion : il faut cesser d’encourager les régimes affameurs et ces derniers devraient être sanctionnés par la cour pénale internationale qui tarde à se mettre en oeuvre. Encore une fois, Sylvie Brunel réussit le tour de force dans le format de cet ouvrage à allier la précision de la définition et de l’analyse à la force du manifeste.

\* Café géographique : concept de débats publics pour démocratiser la géographie avec, en première partie une intervention d’un spécialiste d’

**Intervention de Sylvie Brunel lors d’une conférence en 2002**

Après une formation en droit jusqu'à la maîtrise, Sylvie Brunel se réoriente vers la géographie. Après l'agrégation, elle enseigne une année à Lyon ; refusant sa mutation à Forbach en Moselle, elle se met en disponibilité de l'Éducation Nationale et se consacre à l'action humanitaire. Pendant 5 ans elle collabore à Action sans frontière, branche de Médecins sans frontières consacrée à la recherche, à l'époque (années 1980) où le tiers-mondisme fait débat. Elle étudie le manioc en Thaïlande et met en évidence les dangers d'une monoculture commerciale qui occasionne des problèmes de malnutrition.

En 1989, Action contre la faim lui commande une synthèse sur la faim dans le monde. La démarche qu'elle emprunte diffère de celle des spécialistes de l' humanitaire habitués à « zapper » de crise en crise et qui ne connaissent les pays que par les crises qu'ils traversent. En tant que géographe, elle cherche à saisir les structures et les mécanismes à l'œuvre ; elle a récemment soutenu une Habilitation à Diriger des Recherches dans ce sens. En 1989, le budget de Action contre la Faim s'élève à 40 millions de francs (à moitié d'origine publique) ; aujourd'hui, il dépasse les 500 millions (provenant à 80 % de fonds publics). Les États ont tendance à répondre aux crises politiques par de l' humanitaire. Action contre la faim intervient dans les cas de famine (qui touche chaque année 3 millions de personnes), et non pas de malnutrition (800 millions) en mettant en place des programmes mêlant différentes spécialités (agronomes, hydrauliciens.) comme la distribution de nourriture, la sanitation de l'eau, la protection maternelle et infantile. La question que doit se poser le géographe face à une famine est proche de celle formulée par Amartya Sen (Prix Nobel d'économie 1998) : la prévention de la famine est si facile à prévoir qu'il est étonnant qu'on essaie pas de les prévoir. Pourquoi rien n'est fait ? Rien ne destine un pays à être touché par la famine ; les famines sont là où il n'y a aucune raison qu'il y en ait : il y a des pays de malnutrition (Inde, Sahel, Andes, Nordeste brésilien.) qui ne sont pas des pays de famine.

Il existe une différence non pas de degré mais de nature entre famine et malnutrition. Les causes sont différentes et les remèdes à apporter sont spécifiques. La malnutrition est un déséquilibre de la ration alimentaire en quantité ou en qualité ; c'est avant tout un problème de pauvreté et de sous-développement : l'alimentation est monotone et carencée. La malnutrition touche les pauvres qui n'ont pas accès à une nourriture qui existe par ailleurs. La malnutrition n'est pas forcément liée au sentiment de faim. Ainsi, le manioc est pauvre en apports protéiques ; lors du sevrage d'un enfant, son alimentation devient carencée (passage du lait au manioc), il développe des oedèmes (maladie du kwashiorkor). La cause essentielle est la pauvreté et l'état d'ignorance qu'elle entraîne : en effet, les mères ne s'aperçoivent pas des troubles dont souffrent leurs enfants et n'y apportent aucun remède. La malnutrition est donc un phénomène global et diffus. La famine est un phénomène brutal, circonscrit dans le temps et dans l' espace, collectif, aigu et localisé. Elle touche une population qui a été privée de nourriture. Toutes les famines auraient le temps d'être enrayées, même si elles sont déclenchées par une catastrophe. La famine est une action politique.

Par exemple, l'État éthiopien a refusé de venir en aide aux victimes de la famine de l'Ogaden. Les mécanismes de la famine prennent des semaines voire des mois : épuisement progressif des stocks alimentaires — flambée des prix — augmentation des produits de substitution (fruits de la chasse d'animaux sauvages ou de la cueillette) — migration des chefs de famille vers la ville pour trouver des revenus et procurer de la nourriture — les biens non fondamentaux sont vendus (bijoux, semences en risquant d'hypothéquer l'avenir) — apparition de la malnutrition chez les populations à risque (enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes, vieillards). Dans le cas de la famine, on peut prévoir et agir avant la catastrophe. La famine surgit quand aucun signe n'a été pris en compte et que la seule issue est la mort.

 

Différents exemples historiques confirment cette thèse, à savoir que c'est le pouvoir qui est la principale cause des famines. Ainsi, Staline a exterminé la classe des koulaks en les affamant. Le régime nazi, dans le cadre de la Shoah, a aussi éliminé les populations indésirables par la faim (camps, ghettos.). Les Khmers rouges cambodgien ont éliminé de la même façon les intellectuels. La situation actuelle n'a pas changé : les famines sont niées pour poursuivre des oeuvres d'extermination. Les famines sont exposées par les États ; c'est pourquoi les affamés sont placés près des aéroports, des villes, des voies de communication afin de leur donner de la visibilité. Dans cette perspective, la famine est transformée en spectacle : les États utilisent l'image des affamés. Sylvie Brunel développe l'exemple du Biafra où le pouvoir en place a refusé la mise en place d'un corridor humanitaire ce qui a légitimé la création de Médecins Sans Frontières et la mise en place par leur soin d'une assistance aérienne de nuit. On assiste après le Biafra à une humanitarisation de l'aide internationale : on règle les problèmes politiques par des actions humanitaires.

Sylvie Brunel développe un autre exemple : la famine de l'Ogaden en Ethiopie en mars 2000. La famine était prévisible depuis deux ans (sécheresse, pénuries.) mais le gouvernement refuse toute intervention, jusqu'au moment où on ne peut plus cacher la famine. On assiste alors à une surenchère humanitaire et médiatique : on va jusqu'à dire que 16 millions de personnes sont menacées ! Finalement, l'aide humanitaire a principalement servi à financer (et à gagner) la guerre menée par l'Éthiopie contre l'Érythrée.

Certaines famines sont même créées : on place volontairement une population dans une situation alimentaire grave : au Soudan, en 1983, on a manipulé le spectacle de la famine dans un but géopolitique. La famine peut aussi être instrumentalisée. La Corée du Nord est transformée en caserne pour légitimer les rationnements. A la chute de l'URSS, la Corée ne reçoit plus d'aide de Pékin ou de Moscou : un contexte global de pénurie s'instaure. En 1995, des inondations sévissent ; le gouvernement fait appel à l'aide internationale et obtient des réponses des États-Unis et de l'Europe. Les ONG interviennent, mais n'ayant ni le choix des lieux d'intervention, des populations à aider, des méthodes, elles jettent vite l'éponge. Malgré le départ des ONG, certaines organisations anglo-saxonnes continuent d'aider et le système perdure. La Corée continue d'instrumentaliser la famine, chaque année, en invoquant différentes causes : la sécheresse. Fondamentalement, la Corée détourne l'aide humanitaire au profit des populations favorisées du régime, tout en entretenant la famine des populations jugées « dangereuses ». Cet état de fait est couvert par les États ; ainsi, les États-Unis peuvent maintenir 37 000 hommes au Sud du 38e parallèle. L'Irak, les États-Unis et l'ONU entretiennent l'embargo qui entretien une grave famine. Pour Saddam Hussein (qui ne souffre aucunement de la faim) c'est un moyen de propagande qui sert à souder son peuple en le posant en victime. Le paradoxe est que la contrebande du pétrole permet à l'Irak d'engranger de l'argent !

**Sylvie Brunel, *Famines et politique*, Presses de Sciences-Po, 2002.**

***Questions***

* Qu'en est-il des liens entre famine et conditions naturelles ?

— Une catastrophe déclenche une pénurie alimentaire qui touche les victimes structurelles (les populations installées dans un lit majeur, sur un versant instable.). Le problème fondamental, c'est que l'aide est détournée. Avec quelques nuances à apporter, on peut toujours appliquer la grille de lecture proposée.

* Comment situer le géographe dans le champ de la compréhension des famines ? Qu'apporte-til ? Peut-on avoir un regard de géographe ?

— Les ONG cherchent à intervenir le plus vite possible, c'est-à-dire sans prendre toujours le temps de réfléchir aux structures latentes. Les économistes, eux, sont trop confinés dans leur sphère. Le géographe, lui, a un point de vue global : il part de la géopolitique et du contemporain pour revenir aux permanences d'un territoire. Le géographe a aussi les capacités pour étudier l'efficacité d'un programme en utilisant les outils de cartographie, de SIG, les cartes de vulnérabilité.

* Myriam Houssay-Holzschuch souhaite revenir sur les prises de position de Sylvie Brunel à l'occasion des largages de nourriture en Afghanistan lors de l'invasion américaine en novembre 2001.

— Sylvie Brunel dénonce les surenchères délirantes de l'aide humanitaire en Afghanistan ; les largages ne résolvent pas la problématique des populations privées de nourriture. Elle souligne les dangers du « pourrissement » des pays par l'aide ; en effet, l'afflux d'argent entraîne une flambée des loyers, des salaires, des matériaux ainsi que l'apparition de boîtes de nuit et de bars destinés à divertir les professionnels de l'aide en mission sur place. Il y a donc une réflexion à mener sur le rôle politique et social des actions humanitaires.

* Myriam Houssay-Holzschuch : on commence à connaître l' impact économique de l'aide humanitaire, mais en connaît-on l'impact social ?

— Il y a des travaux à mener dans ce domaine comme les regroupements de population, ou l'impact de l'utilisation des OGM dans l'aide alimentaire par exemple. L' aide humanitaire modifie en profondeur la relation des hommes à l'espace. Jean-Louis Chaléard rajoute que l'aide peut avoir un effet déstructurant comme en Bolivie où l'aide américaine en matière agricole arrivant à coût 0, casse les réseaux de production et de distribution locaux.

* Paul Arnould : Comment fonctionne Action contre la Faim ? Quel est son budget ? Quels sont ses effectifs ? Combien dure une intervention ?...

— L'ONG fonctionne avec 500 millions de francs de budget, a 4 sièges (Paris, Londres, New York et Madrid) ; 70 personnes travaillent au siège parisien et 5 000 sont sur place dont 350 volontaires, âgés de 30 ans en moyenne. Il ne s'agit pas de faire du tourisme humanitaire : les compétences requises sont pointues et les missions sont longues (de 1 à 2,5 ans). Le problème de la « rentabilité » se pose : certaines actions à Haïti, au Tchad, au Mozambique (c'est-à-dire dans des cas d'urgence chronique) nécessitent des missions de longue durée (10 à 15 ans) et intéressent peu les bailleurs de fonds. L'ONG les finance donc en fonds propres.

* Un élève s'interroge sur la mise en place de la Cour Pénale Internationale pour punir les affameurs.

— Pour le moment, le Traité de Rome n'est pas ratifié par suffisamment de pays pour le mettre en place, d'autant plus que les États-Unis et la France veulent instaurer une période de 7 ans au moins entre les faits et le jugement, ce qui, selon Sylvie Brunel, laissent aux preuves le temps de disparaître. La seule diplomatie possible est celle du « sparadrap » ou de « l'ambulance ».

* Pascal Grzywacz : Quels sont les moyens d'une activité politique ?

— C'est la problématique essentielle de l'aide humanitaire : faut-il dénoncer ou agir en faveur des victimes ? A force de dénoncer (ce qu'a fait MSF) aucune intervention n'est plus possible. L'éthique et l'aide humanitaire sont deux éléments inconciliables.

**Compléments bibliographiques**

* Sylvie Brunel, *Tiers-mondes : controverses et réalités* (1987, Economica).
* Sylvie Brunel, *Une tragédie banalisée, la faim dans le monde* (1991, Hachette)
* Sylvie Brunel, *Le gaspillage de l'aide publique* (1993, Seuil)
* Sylvie Brunel, *La faim dans le monde : comprendre et agir* (1999, PUF)
* Sylvie Brunel, *Famines et politique*, ouvrage de synthèse sur son expérience et son analyse des famines.
* Jean-Louis Chaléard, *Le Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte-d'Ivoire* (thèse, 1994)
* Jean-Louis Chaléard, *Villes et campagnes dans les pays du Sud : géographie des relations* (1999, Karthala).
* Jean-Louis Chaléard (dir.), *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud* (2000, Presses de la Sorbonne).

*Compte-rendu proposé par Yann Calbérac, le 24 janvier 2002.*

Trois ans après la Faim dans le Monde, comprendre pour agir (PUF), l'ancienne présidente d'Action Contre la Faim (ACF) publie de nouveau un petit ouvrage (120 p) destiné à dénoncer autant qu'à expliquer une énigme fondamentale de l'époque actuelle : comment peut-il encore exister des famines alors que le monde a largement la capacité de nourrir le monde ?

Sylvie Brunel est à fois fondamentalement optimiste sur le potentiel alimentaire de la planète (qui devrait permettre de nourrir jusqu'aux 11 milliards d'humains prévus dans un siècle) et passablement pessimiste quant à la volonté des sociétés de lutter contre la malnutrition et la famine. Le premier chapitre définit et oppose rigoureusement ces deux derniers termes ; plus encore que les symptômes, ce sont les causes qui les séparent : "les famines sont aujourd'hui le produit de la géopolitique, la malnutrition celui du sous-développement" (et, est-il précisé plus loin, des inégalités d'accès à la nourriture dans les sociétés du "sud") ; p 53, un utile tableau regroupe les différences : malnutrition et famine ne concernent pas les même victimes, n'ont pas la même durée (chronique / aiguë) et ne relèvent pas des même solutions (des solutions techniques relativement simples pour la malnutrition, la mise en place de véritables police et justice internationales pour la famine). Sylvie Brunel tente aussi de chiffrer l'ampleur de ces phénomènes ; les estimations des "Cassandre" sont ici souvent critiquées, notamment les chiffres avancés par les organisations onusiennes, peu épargnées par la dirigeante d'o.n.g (L'UNICEF avait notamment affirmé au début des années 80 que 15 millions d'enfants mouraient chaque année de la faim, soit plus que la totalité des décès d'enfants de moins de 5 ans !). Le deuxième chapitre montre que les sociétés ont appris depuis longtemps à lutter contre les famines (la France dès Louis XIV) ; elles ont développé des outils d'information, de prévention efficace par le stockage et la redistribution ; cette efficacité croissante est un des marqueurs du processus de développement. Mais alors même que les sociétés apprenaient à juguler les famines, s'affirmait l'idée qu'il existait des "starving sections" : des peuples ou des classes que leur comportement nataliste et leur imprévoyance exposait aux famines et qu'il était inutile de secourir puisque la mort par faim constituait un correctif naturel inévitable (voir nécessaire ?). Ainsi ont péri les Irlandais de 1846-47 et les Indiens de 1881. Le troisième chapitre prend un tour encore plus historique : cette chronologie des famines du siècle passé oppose un premier XXème siècle où elle fait partie de la logique d'extermination des grands massacres et génocides, et un second XXème siècle où, sans disparaître (Cambodge), cette logique est dépassée par l'instrumentalisation de la famine par les pouvoirs et les groupes militaires (mais l'initiateur en avait toutefois été... Lénine !). Ces famines sont exposées pour détourner l'aide humanitaire et renforcer le pouvoir sur un territoire ; la distribution de l'aide permet en effet bien des allégeances et des systèmes de contrôle. Après la chute du mur, ces famines se multiplient : elles furent plus nombreuses durant ces dix dernières années que lors du demi-siècle précédent. Le quatrième chapitre illustre la conséquence géographique de ce basculement : la géographie de la famine ne correspond plus désormais à la géographie de la malnutrition. Les famines n'apparaissent plus dans les traditionnels "pays de la faim" (Asie du Sud, Sahel, Nordeste, Andes Amérique Centrale"), pourtant souvent confrontés à une malnutrition chronique massive ; mais ces pays possèdent des moyens de prévention désormais efficaces contre la crise aiguë. Les nouvelles famines frappent même parfois des pays au potentiel agricole important : ainsi la région dite du "Pool" près de Brazzaville, le grenier du pays. Si cela est possible, c'est que les chefs de guerre bénéficient de l'intérêt bien compris de certaines compagnies (pétrolières) et que les grands organismes internationaux, comme certaines ONG, rentrent dans ce jeux du financement de la guerre civile par l'aide humanitaire. D'où l'appel lancé en conclusion : il faut cesser d'encourager les régimes affameurs et ces derniers devraient être sanctionnés par la cour pénale internationale qui tarde à se mettre en oeuvre. Encore une fois, Sylvie Brunel réussit le tour de force dans le format de cet ouvrage à allier la précision de la définition et de l'analyse à la force du manifeste. Compte-rendu : Marc Lohez (pour H-Français, 2002